

Veille & territoires

#323 - 15 décembre 2022

L'équipe de "Veille & territoires" vous remercie pour votre fidélité
et vous souhaite une bonne fin d'année !

Rendez-vous en janvier 2023 pour notre prochain bulletin de veille



► Comment prendre en compte l'évolution des rythmes de vie dans les villes moyennes ?

Résultats de la Fabrique Prospective

ANCT - Anaïs Lefranc-Morin, Annabelle Boutet et al.
Novembre 2022. 40 p. Coll. *Comprendre*

Lancée en juin 2021 par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), la Fabrique Prospective « *Comment mieux prendre en compte les temporalités et les rythmes de vie dans les villes moyennes* » posait comme hypothèse que les villes moyennes sont les territoires d'une conciliation facilitée des

rythmes de vie, du fait de leur « taille humaine » et de l'interconnaissance des acteurs locaux. Dans cette optique, le consortium choisi par l'ANCT a accompagné les élus des villes de Blois, Cahors, Châtellerauld et Colmar, leurs groupes de travail locaux ainsi que Villes de France et Tempo territorial dans une réflexion prospective et opérationnelle autour de quatre axes : l'adaptation, l'intensification, la mutabilité, et l'articulation entre centre et périphéries. L'ANCT publie les résultats de cette Fabrique Prospective.

Bien-être

► Le bien-être dans les politiques territoriales - Synthèse de l'atelier du 26 juin 2022

Atelier parisien d'urbanisme (Apur) - Clément Boisseuil

Note, n° 220, décembre 2022. 16 p.

Le sujet du « bien-être » territorial alimente aujourd'hui de nombreux débats. Ces débats ont connu un regain d'intérêt depuis la crise sanitaire qui a mis en avant des facteurs de résilience, mais aussi certaines fragilités dans les territoires. Ils sont également nourris par les multiples enjeux liés aux changements climatiques sur les villes. Pour autant, les défis méthodologiques sont nombreux et plusieurs démarches ont tenté d'appréhender le bien-être territorial sans qu'aucune méthode ne fasse consensus. Pour aller plus loin et réfléchir autour de nouveaux axes de travail, l'Apur a organisé un atelier le 26 juin 2022, autour de trois questionnements : quelle nouvelle grille de valeur au travers de cette approche du bien-être territorial ? Comment mesurer le bien-être à l'échelle des territoires et à l'échelle des projets ? Par quelles actions concrètes contribuer à le renforcer ? Cette note synthétise les échanges et ouvre des pistes de réflexion pouvant orienter de futurs travaux.

► La note

Décentralisation

► La décentralisation, impressions en continu (Dossier)

Nicolas Kada, Giulio Salerno, Gabriella Saputelli, Xavier Latour et al.

Pouvoirs locaux, n° 121, novembre 2022. pp. 47-118

La décentralisation, 40 ans après la loi du 2 mars 1982, est à sa façon un processus impressionniste, une façon de regarder la France d'un autre oeil. Au cours de ces 4 dernières décennies, c'est la vision de l'État et non l'objet de cette vision (le local) qui a importé. La décentralisation est encore aujourd'hui une façon de peindre la toile d'une France rêvée uniforme plutôt que la diversité des provinces françaises. Parmi les thèmes abordés dans ce dossier : "Les collectivités territoriales face aux enjeux climatiques : quelles voies citoyennes de mobilisation ?" ; "L'intercommunalité aujourd'hui, ajustements ou enlisement ?" ; "France - Italie : symétries et asymétries des pouvoirs locaux" ; "Regard d'élus : entre gratification et nuages noirs !".

Développement économique

► Chômage et besoins de recrutement : ce que nous apprend la géographie

Fondation Jean-Jaurès - Olivier Bouba Olga. Décembre 2022. 7 p.

La dernière réforme de l'assurance-chômage consiste à réduire la durée d'indemnisation quand le contexte macroéconomique est favorable. Or Olivier Bouba Olga montre, à partir d'une cartographie des besoins en recrutement sur le territoire métropolitain, que prendre le problème sous l'angle de "l'opportunisme" des chômeurs sera inefficace dans la grande majorité des cas.

► ESS, comment l'accompagner ?

Intercommunalités de France

Intercommunalités, n° 276, novembre 2022. pp. 8-19

Le soutien des intercommunalités aux structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) relève de leur compétence en matière de développement économique. Il contribue à la création d'activités d'intérêt général, apporte des réponses aux nouvelles attentes sociales et écologiques des habitants et favorise la création d'emplois pérennes dans les territoires.

Développement territorial

► Les trajectoires locales de transition socio-écologique : une perspective par l'opérateur territorial

Sous la direction de Lucas Durand, Dany Lapostolle, Marielle Berriet-Sollicec, Gaëtan Mangin, Pierre-Antoine Landel, Denis Lépicier

Norois, 2022/3-4, n° 264-265. 172 p.

Ce numéro interroge la figure de l'opérateur territorial pour rendre compte des organisations et des dispositifs innovants permettant de dessiner localement des trajectoires de transition socio-écologique. Elle s'intègre dans une réflexion plus globale sur la contribution du territoire, de ses acteurs, de sa matérialité, de ses représentations et des formes de proximités, dans l'émergence, la consolidation et la diffusion de dynamiques locales d'écologisation transformatrices ou « émancipatrices » (Banos et al., 2020). Cette dernière voie, à la fois ambitieuse et nécessaire dans le contexte de contraintes écologiques fortes (Nadaï et Wallenborn, 2019), alimente en retour une réflexion quant aux finalités et modalités du développement territorial.

Dynamiques territoriales

► Palmarès 2022 : les métropoles et agglomérations les plus attractives et résilientes

Baromètre Arthur Loyd 2022, décembre 2022. 65 p.

S'appuyant sur de nombreux indicateurs statistiques, l'étude pointe le rééquilibrage territorial en faveur des villes "à taille humaine" — villes moyennes et les métropoles intermédiaires — comme le montre la création d'emplois. Elle souligne également un essor des investissements des territoires dans les filières de la transition écologique et climatique en 2022 — énergies renouvelables, recyclage des déchets, écomatériaux, hydrogène vert, véhicules électriques — hors des grands pôles urbains (deux tiers des projets sont développés en dehors des grands pôles urbains)

► Principaux enseignements ► Interview de trois grands témoins

► Demain, un nouvel exode urbain ?

Partenariat entre Agences d'urbanisme et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cahiers prospectifs, décembre 2022. 22 p.

Les 4 agences d'urbanisme ont été sollicitées par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2021 pour analyser les impacts de la crise sanitaire sur 4 thématiques : l'exode urbain, vivre en ville à l'heure épidémique, la capacité alimentaire et le tourisme. L'Aupa (Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance) a plus particulièrement analysé la potentialité et les conséquences possibles d'un exode urbain face aux aspirations des citoyens à se rapprocher des espaces naturels renforcées par les confinements et la crise sanitaire. Face à ces aspirations nouvelles ou renouvelées, la loi climat et résilience, introduisant la notion du Zéro artificialisation nette (ZAN), confronte ces territoires à des dynamiques contradictoires. La crise en cours accélérerait-elle le phénomène et ferait-elle émerger une nouvelle « transition rurale » ? La question d'un nouvel exode urbain interroge les différents acteurs du développement territorial, notamment face aux enjeux de sobriété foncière. Durant les confinements, de nombreuses personnes ont quitté les grandes villes pour se retrouver dans des logements plus confortables et plus grands, dans leurs résidences secondaires ou chez des proches. Au-delà de ces périodes définies dans le temps, le développement massif du télétravail modifie fortement le rapport

emploi/logement. De nouvelles perspectives d'installations à l'extérieur des centres urbains s'ouvrent pour les ménages en recherche d'un logement moins cher, plus grand et parfois plus qualitatif.

► Cahiers prospectifs

► Replay du webseminaire le 15 novembre dernier : « Exode urbain : mythe ou réalité ? »

Gouvernance locale

► Quand les villes entrent en dissidence

Guillaume Gourgues (invité)

France Culture, émission "*Sous les radars*", 10 décembre 2022. 28 mn

Forte de leur lien avec leurs administrés, premier rempart et guichet pour les citoyens, les communes assument d'être des territoires d'innovation face à la fatigue démocratique de leurs concitoyens. Faut-il y voir une simple repolitisation de circonstance face à un État jacobin pas toujours très respectueux du principe de libre administration des collectivités ou un mouvement plus profond de néo-municipalisme ? Echanges avec Guillaume Gourgues, maître de conférences en science politique à l'Université Lumière Lyon-2.

Logistique

► La logistique, une activité stratégique en mutation

Administration, 2022/3, n° 275. 128 p.

Aperçu des grandes évolutions de la logistique, problèmes de flux, de stocks, de flexibilité de la production, d'externalisation d'activités, de compétitivité, de changement du mode de vie lié au commerce en ligne, de décarbonation des transports, d'intégration européenne, de mondialisation ou de géopolitique : tous ces enjeux sont abordés et analysés dans le dernier numéro de la revue *Administration* consacré à la logistique. Trois chapitres principaux structurent le dossier :

- La logistique, au cœur des politiques publiques et de l'aménagement du territoire
- La logistique, socle de la souveraineté et de la compétitivité
- La logistique face aux défis sociaux et environnementaux

Métropoles

► Métropole de Lyon / Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Sénat (Commission des lois, Mission d'information sur les métropoles). Décembre 2022

Alors que la Métropole de Lyon atteint, plus de sept ans après sa création, son fonctionnement institutionnel de croisière et que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence voit les dispositions de la loi « 3DS » modifiant son fonctionnement prendre leur effet, la commission des lois du Sénat a souhaité évaluer le régime juridique applicable à ces deux métropoles, qui échappent au droit commun.

Le constat dressé établit que si les structures institutionnelles ne doivent pas être remises en cause dans leur principe, elles rencontrent de réelles difficultés d'organisation et de fonctionnement préjudiciables à leurs habitants. La commission des lois formule donc, pour chacune de deux métropoles, dix recommandations, destinées à améliorer concrètement leur fonctionnement, tout en dégageant une trajectoire d'évolution institutionnelle.

► Rapport d'information « Métropole de Lyon communes : le pari d'un destin commun » 167 p.

► Rapport ► Synthèse

► **Rapport d'information « Métropole d'Aix-Marseille-Provence : une métropole à la croisée des chemins ».** 134 p.

► Rapport ► Synthèse

► **Bruxelles est-elle une métropole performante, compétitive et attractive en Europe ?**

Banque nationale de Belgique - P. Bisciari et S. El Joueidi

***NBB Economic Review* [Revue économique], n° 21, décembre 2022. 33 p.**

Cet article utilise le concept de région métropolitaine au sens large (comprenant les zones de navette) pour définir la position de Bruxelles par rapport à 35 autres grandes villes européennes et plus particulièrement à huit métropoles très performantes : Paris, Lyon, Amsterdam, Rotterdam, Luxembourg, Copenhague, Stockholm et Helsinki.

► Synthèse en français ► Article en anglais

► **Le match des capitales. Comment les salariés européens perçoivent-ils leur environnement de travail ? Baromètre Paris Workplace 2022**

SFL-lfop, décembre 2022. 51 p.

3 700 salariés dans quatre capitales européennes (Paris, Berlin, Londres et Madrid) ont été sondés sur leur rapport au lieu de travail. L'occasion d'identifier quelques tendances paneuropéennes : le télétravail, tout d'abord, qui structure toujours la vie des salariés à raison de 2 jours par semaine, mais également l'attachement au bureau comme lieu de vie sociale, particulièrement palpable chez les Parisiens. Parmi les capitales, Madrid se distingue par son attractivité, Paris par sa pause déjeuner, tandis qu'à Berlin et Londres la part belle est donnée aux activités extra-professionnelles entre collègues.

► Résultats du baromètre

► **Les métropoles sont-elles les villes les plus performantes ?**

Olivier Bouba-Olga, Michel Grossetti et Denise Pumain

***Espaces et sociétés*, 2022/3-4, n° 186-187. pp. 219-247**

L'un des domaines dans lequel la catégorie de « métropole » est souvent utilisée est l'étude de la dimension géographique des activités économiques, au croisement de la géographie et de l'économie. Dans ce champ, nombre de travaux ont été publiés, analysant la performance économique de différents types de territoires et mettant l'accent sur la situation particulière des « métropoles » au regard de divers indicateurs, défendant la thèse d'un avantage intrinsèque lié à la taille ou à la densité des agglomérations. Avec d'autres chercheurs, les auteurs de l'article ont plutôt mis en doute la thèse d'une performance systématiquement supérieure des métropoles sur la base d'analyses statistiques et d'une critique de ses fondements théoriques. Ils proposent dans ce texte des orientations différentes pour l'analyse de la dimension géographique des activités économiques.

► **La métropolisation en question**

François Cusin

***Espaces et sociétés*, 2022/3-4, n° 186-187. pp. 213-218**

Dans les années 1970-1980, certains auteurs ont fait débat en annonçant la fin des grandes villes. Ce fut notamment le cas de Brian Berry (1976) qui, à partir du cas des États-Unis, avait théorisé un

mouvement de « contre-urbanisation ». Il mesurait à l'époque un ralentissement de la croissance démographique des plus grandes villes américaines et la décroissance de certaines d'entre elles au profit des petites villes et des espaces ruraux. Le géographe l'attribuait d'abord à un phénomène de déconcentration de l'emploi (notamment industriel) favorisant à son tour un processus de dispersion des populations. La décroissance des plus grandes villes ne s'est pas ensuite confirmée dans la durée, à l'exception des villes très spécialisées, victimes de la désindustrialisation. Aujourd'hui, le débat ne porte donc plus sur le déclin des grandes villes, mais au contraire sur le processus de métropolisation. Si ce terme « métropolisation » n'est pas toujours utilisé, la domination des grandes villes est bien au cœur des études et des enjeux actuels.

Petites villes

► Faciliter l'accès aux fonds européens pour les Petites Villes, un enjeu majeur dans le financement de la transition écologique

Agence France locale (AFL), en collaboration avec l'Association des petites villes de France (APVF), décembre 2022. 11 p.

Etude consacrée à l'appui des Fonds Européens pour les Petites Villes, dans le financement de la transition écologique. Elle s'appuie sur des entretiens qualitatifs menés auprès d'élus, et sur une enquête quantitative réalisée auprès de plusieurs centaines de membres de l'APVF. Les conclusions mettent en lumière la méconnaissance des dispositifs existants.

► Regard financier sur les petites villes (2 500 à 25 000 habitants)

APVF et Banque Postale, décembre 2022. 16 p.

En partenariat avec l'Association des Petites Villes de France, la Direction des études de La Banque Postale publie la 8ème édition de « *Regard financier sur les petites villes* ». Cette étude présente les indicateurs financiers 2021 des communes de 2 500 à 25 000 habitants, en les distinguant selon 4 strates démographiques.

Santé

► La santé au centre : politiques publiques, territoires, centres de santé

François-Xavier Schweyer, Nadège Vezinat et Camille Noûs (coord.)

Sociologies pratiques, n° 45, 2022/2. 126p.

Ce numéro de *Sociologies pratiques* s'intéresse à la manière dont on peut agir sur la santé de la population en intervenant sur les aspects transversaux des problématiques de la maladie et du soin. Il étudie plusieurs initiatives, comme celles des centres de santé, dont l'objectif est à la fois de participer activement à la réduction des inégalités de santé, de répondre aux enjeux de désertification médicale, de maillage et d'offre de soins, de permettre le repérage des manques tout en constituant un espace de concertation et de mise en oeuvre. Les contributions réunies dans ce dossier mettent en lumière une approche désectorisée qui n'entend pas médicaliser davantage le social, mais plutôt mobiliser des acteurs locaux pour un système de santé plus intégré sur le plan organisationnel et social.

Télétravail

► **Teleworking will reshape labour markets and cities [Le télétravail va remodeler les marchés du travail et les villes]**

Jacques-François Thisse, Sergey Kichko et al.

VoxEU CEPR, 6 décembre 2022 (en anglais)

There is growing evidence that higher rates of teleworking are part of the post-pandemic new normal – a change with uneven effects across the labour force. While skilled office workers can increase their hours spent teleworking and decrease commuting times, workers in many unskilled occupations are required to work onsite. This column reviews new research addressing teleworking's impact on the social and residential structure of cities, labour market opportunities, and the cost of housing – changes that may exacerbate urban inequalities and cause disproportionate harm to the workers who provide local services.

Territoires

► **Atlas des fragilités territoriales en Bourgogne-Franche-Comté**

Insee Dossier Bourgogne-Franche Comté, n° 7, novembre 2022. 54 p.

La Région Bourgogne-Franche-Comté et l'Insee ont réalisé un « *Atlas des fragilités* » avec pour objectif de permettre d'établir un état des lieux territorialisé, et ainsi faciliter la mise en œuvre d'actions opérationnelles ciblées. Cet atlas vise à identifier les dynamiques qui traversent les 113 intercommunalités de la région. En présentant les fragilités relatives de chaque territoire les uns par rapport aux autres, pour une comparaison facilitée. L'analyse est abordée ici sous le prisme de questions ayant trait à la démographie, à la population en âge de travailler, à l'emploi et aux conditions de vie.

► **Atlas régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur - Les défis d'une région contrastée**

Insee Dossier Provence-Alpes-Côte d'Azur, n° 11, décembre 2022. 64 p.

Cet atlas régional vise à établir un diagnostic actualisé des grands enjeux de la région et de leurs évolutions. Présentées autour de cinq sujets majeurs, les différentes thématiques y sont abordées dans une approche systémique et analytique, afin d'appréhender la situation de la région en évolution, mais aussi en comparaison avec d'autres régions françaises et européennes. Dans cette perspective, sont abordés le positionnement de la région au sein de l'Union européenne, ses défis écologiques entre aménités et pressions, ses dynamiques territoriales entre ralentissement démographique, attractivité des petites villes et périurbanisation, l'hétérogénéité de son économie régionale et de son marché du travail, mais aussi les inégalités socio-spatiales particulièrement prégnantes (niveaux de vie, conditions de logement...) ainsi que le vieillissement de sa population.

► **Territoire azuréen : ambitions 2040**

Institut Montaigne, novembre 2022. 120 p.

Lancée en août 2021 à l'initiative de l'Institut Montaigne, la démarche "Territoire azuréen* : ambitions 2040" a réuni, pendant plus d'un an, une centaine d'acteurs économiques, culturels, associatifs, académiques et sociaux du territoire qui se sont engagés collectivement à mener une réflexion partagée en faveur de l'attractivité de ce territoire. Elle a permis d'identifier quatre défis prioritaires auxquels ce territoire devra faire face, et de formuler plusieurs recommandations concrètes qui

répondent aux enjeux de développement économique, social, culturel ou encore démographique en lien avec la nécessaire transition écologique, à l'horizon 2040.

* Le territoire azuréen est compris ici dans la limite géographique du département des Alpes-Maritimes

► Rapport ► Synthèse

Transitions

► Le Fonds vert pour l'accélération de la transition écologique dans les territoires

Guide à l'intention des décideurs locaux

Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, novembre 2022. 39 p.

Nouveau dispositif, le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « Fonds vert », va aider les collectivités à renforcer leur performance environnementale, adapter leur territoire au changement climatique et améliorer leur cadre de vie. Il est doté de 2 milliards d'euros de crédits déconcentrés aux préfets pour le financement des projets présentés par les collectivités territoriales et leurs partenaires publics ou privés. Il sera effectif dès le début de l'année 2023.

► Accélérer la transformation écologique et la résilience des territoires

Horizons publics, en partenariat avec France Ville Durable, hors-série automne 2022. 64 p.

Ce numéro hors-série revient sur les enjeux de la ville et du territoire durable, et donne la parole aux décideurs, architectes, entreprises et acteurs publics engagés dans ces transformations qui explorent les moyens d'y parvenir.

► Comment faire du PCAET la feuille de route pour la transition écologique et énergétique du territoire ?

Intercommunalités de France

Focus Environnement, décembre 2022. 27 p.

Comment le Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) se traduit-il dans les politiques sectorielles ? Quelles évolutions son élaboration et sa mise en œuvre apportent-elles dans l'organisation des intercommunalités ? Troisième édition de son état des lieux des plans climat-air-énergie territoriaux dans lequel Intercommunalités de France propose un point d'étape, appuyé par des retours d'expérience.

► La taxe carbone entre croissance verte et sobriété

Entretien avec Christian Gollier par Guillaume Delafosse et Thomas Vendryes

La vie des idées, 2 décembre 2022

La décarbonation de l'économie menace de faire porter d'immenses coûts aux générations présentes, au bénéfice des générations futures. Instituer un prix universel du carbone pourrait servir selon Christian Gollier de boussole pour rendre cette transition juste et efficace.

► Construire sans artificialiser : les métropoles dans l'impasse

Philippe Bouix (invité)

France Culture, émission "Les enjeux territoriaux", 6 décembre 2022. 18 mn

Alors que la loi prévoit la neutralité carbone et la fin de l'artificialisation des sols à l'horizon 2050, les Enjeux territoriaux s'interrogent sur le futur des métropoles. Comment mettre fin à l'étalement urbain

sans renoncer à de nouveaux logements ? Pour y remédier, Philippe Bihoux envisage de réinventer l'aménagement du territoire. Il faudrait selon lui soulager la pression sur les métropoles en réinvestissant dans de plus petites structures, compenser l'artificialisation des sols avec des "flux de renaturation", mais surtout réaliser une "densification douce", pour loger plus de gens dans les 3 000 000 habitations sous-occupées ou vides du parc immobilier français. Loin des métropoles dont l'ingénieur souhaite la stationnarité, "la bonne échelle de la transition écologique réside dans les petites et moyennes villes", ou les banlieues pavillonnaires.

Urbain

► Faire vivre la densité urbaine : synthèse de la webconférence du Réseau des acteurs de l'habitat du 15 septembre 2022

Hélène Morel, Réseau des acteurs de l'habitat. Décembre 2022. 7 p.

Cette dixième web-conférence du Réseau des acteurs de l'habitat traite de la question de la densité, et plus spécifiquement de la « juste » densité. L'objectif du zéro artificialisation nette porté par la loi Climat et Résilience interroge les collectivités locales et les acteurs du développement de l'offre de logements, en particulier abordables, dans leur manière d'intégrer cette question dans leur stratégie. Celle-ci se confronte à l'aspiration des habitants à un cadre de vie de qualité, exacerbée en réaction aux crises sanitaire et environnementale, mais aussi à l'imaginaire que véhicule le terme de densité.

La webconférence met en débat les enjeux réciproques des collectivités locales et des organismes de logement social au travers des interventions de Raphaële d'Armancourt, responsable du Pôle Politiques territoriales et urbaines, l'Union sociale pour l'habitat, Adrien Gros, directeur de l'aménagement urbain, Aquitanis et Marc Hervé, premier adjoint à la Maire de Rennes, délégué à l'urbanisme.

Sur le titre :

► Synthèse ► Article « *Densité urbaine : quand collectivités locales et organismes Hlm agissent ensemble* » paru dans *Actualités habitat*, n° 1176 du 31 octobre 2022

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner au bulletin : accès direct à l'encart d'inscription**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20, avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

VEILLE & TERRITOIRES ISSN 2827-3737



[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)